

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 14 mai 1986

La séance est ouverte à 14 heures.

### DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

#### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES MODIFICATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS—LES  
PRÉRETRAITÉS

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, aujourd'hui, nous avons sur la Colline plus de 1,000 personnes âgées qui, malheureusement, afin de se faire entendre dans leurs droits, ont été obligées de venir encore une fois contester la décision de ce gouvernement conservateur de priver 34,000 personnes au Canada de leur droit aux prestations d'assurance-chômage, qu'elles ont payées.

Monsieur le Président, en plus de ces 1,000 personnes, j'ai plus de 5,000 noms de gens qui ont signé des pétitions en provenance de toutes les circonscriptions à la grandeur du pays qui désapprouvent cette mesure.

De plus, monsieur le Président, aujourd'hui, nous avons eu la démission d'un député conservateur parce qu'il n'accepte pas les politiques de ce gouvernement. J'ose espérer que les députés du Québec se réveilleront avant de démissionner un par un et demanderont au ministre de retirer cette décision injuste pour nos préretraités au Canada.

\* \* \*

[Traduction]

#### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS ET LES IMPORTATIONS D'ACIER

**M. Simon de Jong (Regina—Est):** Monsieur le Président, au début de juin, l'*International Trade Commission* de Washington va décider si les produits canadiens de l'acier sont écoulés à perte aux États-Unis. Cette décision pourrait toucher toutes les aciéries canadiennes et nuire particulièrement à Ipsco Steel de Regina.

Ce dont Ipsco et ses travailleurs ont besoin c'est l'appui public du gouvernement dans sa lutte contre le protectionnisme croissant aux États-Unis. Chose aussi importante, le gouvernement doit adopter une attitude positive plutôt que réactionnaire en ce qui concerne l'importation d'acier en provenance de pays comme la Corée du Sud. Le syndicat et la direction d'Ipsco ont appuyé les mesures suivantes que le gouvernement doit mettre en oeuvre; en premier lieu, une surveillance plus poussée des importations d'acier au Canada; en deuxième lieu, une inspection plus rigoureuse des importations d'acier; et, en troisième

lieu, la suppression des concessions douanières sur les importations d'acier provenant de pays tels que la Corée du sud, le Brésil et l'Argentine.

● (1405)

Aucun autre bloc commercial important n'impose de tarif aussi avantageux sur l'acier. Les exportations d'acier en provenance du Canada sont menacées aux États-Unis tandis que . . .

**M. le Président:** A l'ordre. Soixante secondes.

\* \* \*

#### LES AÉROPORTS

ON PROPOSE QUE DEUX MINISTÈRES JOIGNENT LEURS EFFORTS  
EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

**M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka):** Monsieur le Président, en cette époque où le terrorisme international est florissant, nous, parlementaires, devons prendre toutes les précautions possibles pour protéger les Canadiens. Comme notre pays pacifique est un maillon dans la chaîne internationale, la sécurité de nos aéroports est d'une importance primordiale.

Devant le Parlement, je préconise le jumelage de deux ministères fédéraux dans l'intérêt de la sécurité publique. Les Transports et la Défense nationale feraient bien de joindre leurs efforts afin de bloquer l'accès des aéroports canadiens à certaines factions indésirables qui circulent librement tout autour du globe. Des membres hautement qualifiés de nos Forces armées devraient se tenir bien en vue dans nos aéroports internationaux, comme cela se fait partout en Europe et en certains autres endroits du monde.

Nous ne voulons menacer personne, mais nous devons donner une impression de force pour empêcher les terroristes de matraquer la justice à l'échelle internationale au nom de leurs convictions politiques. Nous devons nous persuader rapidement que la sécurité de nos aéroports laisse tristement à désirer, et corriger la situation . . .

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Soixante secondes.

\* \* \*

#### PETRO-CANADA

LE PRIX DE L'ESSENCE

**M. Lee Clark (Brandon—Souris):** Monsieur le Président, mes électeurs sont toujours aussi déçus que les sociétés pétrolières ne partagent pas avec les consommateurs les économies réalisées grâce à la baisse des prix mondiaux du pétrole. Malheureusement, il y a vraiment trop peu de concurrence sur le marché. Les prix montent et parfois baissent à l'unisson sans